Washington réitère son soutien au gouvernement intérimaire du Pérou

Image not found or type unknown

La Havane, 17 déc. (RHC)- Le secrétaire d'État nord-américain, Antony Blinken, a réitéré ce vendredi le soutien de Washington au gouvernement intérimaire du Pérou au cours d'une conversation téléphonique avec la présidente Dina Boluarte.

"La présidente de la République, Dina Boluarte, a eu une conversation téléphonique avec le secrétaire d'État de la Maison Blanche, Antony Blinken, qui a réitéré le soutien des États-Unis au gouvernement qu'elle dirige", a rapporté le compte Twitter de la présidence du Pérou.

Auparavant, le président déchu Pedro Castillo avait dénoncé que la visite de l'ambassadrice des États-Unis à Lima, Lisa Kenna, au Palais du gouvernement mardi dernier "n'était pas gratuite, ni en faveur du pays".

"Il s'agissait de donner l'ordre de faire descendre les troupes dans les rues et de massacrer mon peuple sans défense ; et, au passage, de dégager la voie pour les opérations minières, comme dans le cas de Conga, Tia Maria et d'autres", a dénoncé Pedro Castillo dans une lettre.

Pendant ce temps, les manifestations populaires qui entrent ce samedi dans son 9e jour s'aggravent dans plusieurs points du Pérou.

De nouveaux affrontements ont fait sept morts dans le sud du pays alors que la Cour suprême a décidé ce vendredi de laisser en détention pour 18 mois l'ex-président de gauche, incarcéré depuis sa destitution par le Congrès le 7 décembre, à la suite d'une tentative ratée de dissoudre le Parlement, qualifiée de putsch manqué par ses adversaires.

Rappelant que Pedro Castillo avait essayé de se réfugier à l'ambassade du Mexique, le parquet réclamait son maintien en détention jusqu'en juin 2024 en invoquant un «risque de fuite».

Poursuivi pour «rébellion» et «conspiration», l'ex-président encourt dix ans de prison, selon le procureur Alcides Diaz. «On le sentait venir [...] Nous ne sommes pas allés à l'audience, car nous refusons de prendre part à cette mascarade», a dénoncé l'avocat de Pedro Castillo, Ronald Atencio, en annonçant qu'il allait faire appel.

Dans les rues, la mobilisation contre le nouveau pouvoir et le Parlement ne faiblit pas malgré l'état d'urgence décrété le 14 décembre pour 30 jours dans tout le Pérou. Cette mesure permet à l'armée de participer aux opérations de maintien de l'ordre. Au moins 18 personnes ont été tuées pendant les manifestations depuis le 7 décembre et 340 blessées selon le Défenseur du peuple.

Les manifestations les plus virulentes ont lieu dans le sud du pays, où cinq aéroports restent fermés (Andahuaylas, Arequipa, Puno, Cuzco et Ayacucho). Plus d'une centaine de routes sont bloquées par des protestataires, et le train vers le célèbre site du Machu Picchu a cessé de fonctionner, laissant en rade plusieurs centaines de touristes.

Le pouvoir tente de faire respecter l'ordre par la force mais aussi d'apaiser le mécontentement en accédant à certaines revendications. Dina Boluarte, ancienne vice-présidente de Pedro Castillo, arrivée au pouvoir après la destitution de ce dernier, a annoncé vouloir à nouveau avancer le calendrier électoral «à décembre 2023». Dina Boluarte, qui cristallise sur sa personne une partie du mécontentement, s'était déjà engagée le 11 décembre à les avancer de 2026 à avril 2024, sans pour autant enrayer les protestations.

Source: Russia Today

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/308230-washington-reitere-son-soutien-au-gouvernement-interimaire-du-perou

Radio Habana Cuba